

MACROECONOMIE

Cours de Elisabeth CUDEVILLE et Jean-Olivier HAIRAULT

Dossier 1 - Introduction : Objet et méthode de la macroéconomie

Texte 1 : Maurice Allais, extraits de l'article « L'économie en tant que science », *Revue d'Economie Politique*, 1966, p. 5-30.

1. Présentez les différentes étapes du raisonnement économique.
2. Existe-t-il un conflit entre l'abstraction et la réalité ?

Texte 2 : Edmond Malinvaud, extraits de l'ouvrage *Voies de la recherche macroéconomique*, Odile Jacob, 1991.

– **Des références microéconomiques ?**

« A un extrême, certains voudraient faire abstraction de toute référence microéconomique. A l'autre extrême, certains voudraient que les références microéconomiques soient partout probantes ». Quels sont les arguments qui amènent l'auteur à rejeter ces deux positions ?

– **Un choix de stratégie scientifique**

Qu'est-ce qui amène l'auteur à affirmer : « au stade actuel de connaissances des phénomènes macroéconomiques, il y a intérêt, pour les économistes, à concentrer la recherche sur l'étude de ces phénomènes sans prétendre viser une compréhension plus large des structures institutionnelles et des transformations sociales à l'intérieur desquelles ils s'insèrent. » ?

Texte 3 : Joseph E. Stiglitz et Carl, E. Walsh, extrait de l'ouvrage *Principes d'économie moderne*, 2ème édition, De Boeck, 2004.

Qu'entend-on par économie positive et économie normative ?

Texte 4 : Edmond Malinvaud, « Concept d'équilibre », extrait de l'ouvrage *Voies de la recherche macroéconomique*, Odile Jacob, 1991.

1. Définissez le concept d'équilibre.
2. Reliez ce concept à ceux de grandeurs *ex ante* / *ex post*

3. Que revêt la distinction entre les concepts d'offre et de demande et ceux d'offre et de demande effectives ?

Document : Evolution tendancielle et évolution cyclique : PIB, chômage, prix et inflation.

On distingue la macroéconomie de longue période de la macroéconomie de courte période. A quels phénomènes, qui apparaissent sur ces figures, se réfèrent ces deux branches de l'analyse macroéconomique ?

Texte 5 : « Vers une sortie de récession ? », Note de conjoncture, INSEE, juin 2009.

Présentez l'évolution du PIB. Parmi la consommation des ménages, l'investissement des entreprises et les exportations vers le reste du monde, quel est le principal responsable du ralentissement ? Quelles causes sont invoquées ?

Texte 6 : « Quelle vie après le PIB ? », Anne Bauer, paru dans *les Echos*, lundi 14 septembre 2009.

1. Est-ce que les économistes considèrent que l'objectif d'une société doit être d'atteindre un niveau de PIB maximal ?
2. Les débats autour du PIB comme indicateur de bien-être sont-ils du domaine du positif ou du normatif ?
Peuvent-ils être tranchés par un groupe d'experts ? Pourquoi ?

Exercice 1 : Les grandeurs macroéconomiques.

Considérons une économie de taille extrêmement réduite dans laquelle il n'existe que deux biens produits : des avions et des automobiles. Le tableau suivant donne les quantités produites et les prix respectifs pour les années t et $t+1$.

TAB. 1 – La Production

	Année	Automobile	Avion
Quantité	t	100	10
	$t+1$	100	11
Prix unitaire	t	100	1000
	$t+1$	110	900
Emploi (effectifs)	t	50	100
	$t+1$	50	102

1. Pour les deux années considérées, calculez le PIB nominal et le PIB réel (l'année t sera l'année de base).
2. Déterminez le taux d'inflation.

3. Calculez le taux de chômage sachant que le nombre de chômeurs est de 20 en t et 25 en t+1. Commentez.
4. Calculez le taux de participation sachant que la population en âge de travailler est de 200. Commentez.
5. Parmi les différentes grandeurs considérées, distinguez les variables de flux des variables de stock.

Exercice 2 : L'identité comptable du marché des biens.

TAB. 2 – Les soldes macroéconomiques (% du PIB)

Soldes	$(S - I)$	$(T - G)$	$(X - M)$
Union Européenne	2,8	-2,5	0,3
Etats-Unis	-4,7	1,0	-3,7
Japon	10,3	-7,6	2,7

Source : Perspectives économiques de l'OCDE, déc. 1999

avec $(S - I)$ l'épargne nette privée, $(T - G)$ l'excédent budgétaire et $(X - M)$ l'excédent commercial.

1. Retrouvez la relation entre ces trois soldes.
2. Quelle est la nature de cette relation ? Expliquez.
3. Pouvez-vous présenter une explication économique cohérente de cette situation d'ensemble (dans le monde) ?

Texte 1 : Maurice Allais, extraits de l'article « L'économique en tant que science », *Revue d'Economie Politique*, 1966, p. 5-30.

Quelle que soit leur nature, les modèles de la science économique, comme ceux de toute science, se développent en trois stades. Dans le premier sont formulées de façon précise des hypothèses. Dans le deuxième, on déduit logiquement toutes les conséquences, et rien que les conséquences des hypothèses. Dans le troisième stade on confronte ces conséquences avec les données de l'observation.

Les hypothèses qui sont à la base d'une théorie et du modèle qui la représente ne peuvent en général être dérivées de la seule intuition, ou de raisonnements d'ordre métaphysique. C'est tout un processus d'analyse des observations antérieures et de déductions logiques, qui, par approximations successives, permet de formuler des hypothèses susceptibles de condenser d'innombrables faits en quelques propositions.

Le deuxième stade, purement déductif, n'est que tautologique, et son avantage, décisif d'ailleurs, c'est de l'être, car s'il ne l'était pas, c'est que quelque faute de raisonnement aurait été commise.

Le troisième stade, celui de la confrontation des conséquences des hypothèses avec les faits, est le plus important. Quelqu'intérêt qu'elle puisse présenter, si puissante ou si esthétique que puisse être sa structure logique, qu'elle s'exprime ou non sous forme mathématique, toute théorie qui n'est pas, ou ne peut être confrontée avec les données de l'observation, ou qui est en désaccord avec les faits observés, n'a pas et ne peut pas avoir de valeur scientifique. L'aboutissement de toute théorie n'est et ne peut être que la confrontation avec les faits, et toutes les fois qu'il s'agit de phénomènes quantitatifs, l'application numérique. Une théorie qui ne peut se vérifier n'est pas réellement une théorie scientifique.

Dans l'élaboration des théories et de leurs modèles, l'abstraction joue un rôle essentiel. Le rôle de la science est en effet de simplifier et de choisir : il est de réduire les faits aux données significatives et de rechercher leurs dépendances essentielles. Une masse de faits ne constitue pas une science.

Cependant, si l'abstraction est nécessaire, les modalités n'en sont pas indifférentes. On peut sans danger et avec avantage,

simplifier la réalité, si cette simplification n'est pas susceptible de changer la nature effective des phénomènes. Par contre, et sous aucun prétexte, le souci de la simplification ne doit amener à changer l'essence même de la réalité.

La légitimité de l'abstraction ne peut se justifier qu'*a posteriori*. *A priori* toute abstraction peut légitimement paraître inadmissible. Réduire les planètes à des points pour étudier leurs mouvements est une abstraction choquante, mais elle réussit, et c'est cette réussite même qui la légitime. Il en est ainsi de toute abstraction. Ce principe vaut pour la science économique comme pour toute autre science.

Toute science est un compromis entre le souci de la simplicité et le souci de la ressemblance. Une grande simplicité est commode, mais elle risque de ne pas donner une image suffisamment ressemblante des faits ; une ressemblance trop poussée rend le modèle trop complexe et pratiquement inutilisable. Ce que l'on peut dire, c'est qu'à un niveau d'approximation donné, le modèle scientifique le meilleur est celui qui est le plus commode.

On oppose fréquemment théorie et pratique. On dit que « la pratique est une chose et que la théorie en est une autre », que « la théorie par son abstraction même, est éloignée des réalités ». Une telle opposition est tout à fait injustifiée, car une théorie n'est valable que dans la mesure où elle constitue un condensé du réel. S'il n'en est pas ainsi, c'est une pure création de l'esprit, tout à fait artificielle, qui du point de vue scientifique est sans valeur ; si, par contre, elle est effectivement un condensé du réel, elle est extrêmement utile, parce qu'elle représente, sous une forme très ramassée et facile à utiliser, une foule d'informations de toutes sortes sur les phénomènes observés.

On peut certes discuter sur la question de savoir si un auteur est un bon ou un mauvais théoricien, c'est-à-dire sur la question de savoir si ses théories sont utiles ou non pour l'analyse des faits, ou pour la réalisation des fins que poursuivent les hommes, mais un point ne saurait être dénié : on ne saurait être scientifique si l'on n'est pas théoricien, et il ne peut y avoir de science sans théorie.

Des références microéconomiques ?

Peut-on comprendre les phénomènes macroéconomiques indépendamment des phénomènes microéconomiques sous-jacents ? Évidemment non, mais il convient de bien savoir pourquoi et de s'interroger sur l'étendue des liens nécessaires entre les deux niveaux d'analyse⁹.

On a souvent eu la tentation d'établir directement la connaissance macroéconomique sans référence à aucun élément emprunté aux théories microéconomiques. Notamment parmi ceux qui ont cherché à construire une science économique positive. Puisque les phénomènes macroéconomiques s'observent, ils estimaient pouvoir découvrir directement les lois qui les régissent¹⁰.

Si cette conception ne peut pas être suivie, c'est en raison des formes particulières que prend l'observation dans la discipline économique par rapport à ce qui se

9. Est dite microéconomique toute théorie qui prétend respecter dans ses formulations abstraites l'individualité de chaque bien et de chaque agent. De fait on parle aussi de théorie microéconomique pour désigner la théorie des prix et de l'allocation des ressources, celle qui a pour objet principal l'étude de la détermination simultanée des prix des divers biens, ainsi que des quantités produites, échangées et consommées. Par phénomènes microéconomiques on peut dès lors entendre tantôt ceux qui concernent le comportement individuel des entreprises et des ménages, tantôt ceux qui se manifestent sur les marchés des divers biens et services.

10. Ceux qui ont posé la question en ces termes se méfiaient habituellement des théories économiques, notamment microéconomiques, qui leur paraissaient procéder trop d'idées a priori. Ainsi sceptique pour partie le succès en France de « l'analyse des données » comme technique susceptible selon certains de convenir pleinement à la connaissance des phénomènes économiques. C'est dans une inspiration voisine que se situent C. Sims, « *Macroeconomics and reality* », *Economica*, janvier 1980, et les travaux économétriques qu'il initia sur les autorégressions vectorielles. Un débat ancien sur l'articulation entre théorie et observation est toujours intéressant à lire aujourd'hui, celui qui oppose T. Koopmans et R. Vining dans la *Review of Economics and Statistics*, 1947 et 1949, à propos du gros ouvrage de A.F. Burns et W.C. Mitchell, *Measuring Business Cycles*, New York, 1946. Cet ouvrage, produit d'un effort de plusieurs années au *National Bureau of Economic Research*, se gardait de toute référence à la théorie microéconomique. L'objet de ce débat sera examiné dans le chapitre 13.

passé dans les sciences de la nature. Au niveau global, l'économiste ne peut qu'observer passivement une réalité changeante ; de ce fait, les données restent trop pauvres compte tenu de la complexité et de la variabilité des phénomènes. Mais l'économiste dispose aussi de connaissances directes sur les comportements économiques élémentaires. Examinons brièvement l'un et l'autre de ces deux aspects.

Deux difficultés fondamentales affectent l'usage que l'on souhaite faire des données observées en vue d'une meilleure connaissance des phénomènes macroéconomiques. D'une part, les nombreuses données qui proviennent aujourd'hui de l'investigation statistique rigoureusement organisée, se distinguent des résultats fournis par les expériences de laboratoire, si communes dans d'autres sciences. Ces données résultent de l'observation passive d'une réalité soumise à des influences diverses, incomplètement repérées. L'utilisation des statistiques économiques dans des inductions scientifiques souffre ainsi toujours d'incertitudes quant à l'identification du phénomène auquel on les applique. En macroéconomie beaucoup plus souvent qu'ailleurs, on devra dès lors se poser des questions telles que celle de savoir si telle corrélation observée révèle l'influence d'une grandeur sur l'autre plutôt que l'inverse, ou plutôt même que l'influence d'une tierce grandeur.

D'autre part, et ceci renforce la remarque précédente, l'activité économique s'exerce dans un contexte technique, juridique, social et politique qui varie. Entre le XVIII^e siècle à prédominance encore agricole, le XIX^e siècle voyant l'essor de la grande industrie et la fin du XX^e assistant à la multiplication des services, comme entre les grands pays capitalistes d'aujourd'hui, les économies administrées de l'Est européen et les nations pauvres du tiers monde, les différences sont nombreuses. Entre ce que peuvent obtenir un gouvernement et son successeur, il y a même parfois des écarts notables. Dans ces conditions, la permanence des phénomènes économiques eux-mêmes pose souvent question. De même on s'interroge sur l'autonomie de l'économie par rapport au social et au politique, une question qui sera considérée dans la section suivante. Certes les phénomènes économiques manifestent beaucoup plus de permanence et

d'autonomie qu'on ne le pense souvent, ce qui autorise une accumulation des connaissances scientifiques dans le cadre de la discipline. Néanmoins les problèmes demeurent : permanence et autonomie ne sont pas toujours acquises.

Face à ce double handicap concernant l'origine des données et les phénomènes desquels elles résultent, le macroéconomiste a toutefois un avantage par rapport à ceux qui pratiquent l'induction dans le monde physique. L'activité économique est le fait d'hommes et de femmes, d'entreprises et d'organismes construits par des êtres humains ; elle s'exerce à l'intérieur d'un cadre institutionnel défini par nous. Le savant a ainsi une connaissance directe du monde qu'il observe par ailleurs, connaissance faible malgré les réserves que psychologues ou sociologues pourraient émettre, connaissance dont l'oubli serait dommageable à la compréhension des phénomènes.

C'est pourquoi l'économiste analyse les données dont il dispose dans un modèle exprimant sa connaissance directe, préalable des phénomènes. Les données macroéconomiques apprennent la précision supplémentaire recherchée ; elles permettent de discriminer entre divers cas compatibles avec le modèle ; elles servent à l'estimation des valeurs à retenir pour les paramètres plus ou moins nombreux que comporte le modèle.

Mais une importante difficulté subsiste : le modèle a pour vocation de spécifier ce que l'on sait à l'avance sur les facteurs susceptibles de déterminer le phénomène macroéconomique et sur les dépendances entre ces facteurs ; mais la connaissance préalable dont on dispose se situe principalement au niveau microéconomique puisqu'elle concerne les conditions d'activité et les comportements des divers agents. En d'autres termes, la spécification théorique grâce à laquelle on cherche à tirer efficacement parti des résultats de l'observation, trouve l'essentiel de ses fondements dans la compréhension des phénomènes microéconomiques sous-jacents.

Il apparaît ainsi inévitable que la théorie macroéconomique ne résulte pas seulement de l'observation des grands phénomènes globaux et des indicateurs statistiques généraux mais aussi de l'analyse de tout le fonctionnement du système économique depuis le niveau des agents individuels. La

démarche usuelle, dont la réflexion méritée dans cet ouvrage examinera les étapes successives, part donc tout naturellement de la théorie microéconomique. L'histoire de la méthodologie macroéconomique depuis près d'un siècle me paraît démontrer que cette démarche s'impose.

S'il en est ainsi, c'est, on l'aura compris, pour l'efficacité de la recherche dans son entreprise de compréhension du monde réel. Il ne s'agit donc pas d'un principe dogmatique qu'il faudrait suivre impérativement. L'intérêt de la référence microéconomique disparaît quand elle n'apprend rien de précis sur les relations effectives entre grandeurs macroéconomiques. Cette constatation de bon sens a été ignorée au cours des quinze dernières années par quelques économistes, surtout américains. Ceux-ci ont parfois prétendu que l'on devait disqualifier, ou au moins suspendre, le développement et l'application de toute théorie macroéconomique reposant sur certaines hypothèses dont les raisons d'être microéconomiques n'auraient pas encore été parfaitement élucidées¹¹.

Cette objection de principe a, par exemple, été opposée aux théories qui tiennent compte de la rigidité, ou de la viscosité, des prix et taux de rémunération et qui admettent en conséquence qu'un déséquilibre entre offre et demande puisse exister sur certains marchés. Mais l'objection tombe évidemment si la rigidité des salaires ou des prix, et le déséquilibre de certains marchés du travail ou de biens, sont établis comme faits d'observation. Nous aurons à examiner, surtout dans le chapitre 9, pourquoi il est difficile d'élucider complètement les origines microéconomiques de la rigidité des prix et taux de rémunération et dans le chapitre 10 comment l'existence de celle-ci peut néanmoins être validée par l'observation.

Ainsi la démarche usuelle en macroéconomie est confrontée à deux critiques opposées, qui de ce fait peuvent être

considérées comme s'annulant réciproquement, mais qui surtout apparaissent comme inspirées par une vision inexacte des conditions requises pour l'efficacité du processus de compréhension des phénomènes macroéconomiques. A un extrême, certains voudraient faire abstraction de toute référence microéconomique. A l'autre extrême, certains voudraient que les références microéconomiques soient partout probantes.

Une fois la position intermédiaire acceptée, il est clair que le domaine d'investigation de la théorie macroéconomique déborde sur les phénomènes microéconomiques. Il ne recouvre cependant pas en totalité la théorie microéconomique. D'une part, les parties normatives de l'une et de l'autre théorie sont nettement distinctes puisqu'elles sont orientées l'une vers les politiques macroéconomiques, l'autre vers le régime d'organisation économique et le choix des règles ou décisions affectant dans leurs structures l'allocation des ressources et la distribution des revenus. D'autre part, dans son étude positive, la théorie macroéconomique concentre l'attention sur les comportements microéconomiques dont les conséquences importent au niveau global ; ce critère n'est certes pas très discriminant, mais il explique au moins pourquoi la théorie macroéconomique peut souvent se contenter de modèles plus frustes que ceux retenus dans les parties correspondantes de la théorie microéconomique. Nous y reviendrons.

11. J'ai souvent entendu cet avis exprimé oralement. Préparant cette rédaction je n'ai guère trouvé de référence écrite où il apparaisse sans ambiguïté. Peut-être s'agit-il d'une de ces appréciations qui conditionnent le comportement de certains milieux humains, mais que chacun trouve au fond contestables au moment où il cherche à les formuler par écrit. Voir cependant R.E. Lucas Jr. and T.J. Sargent, « After Keynesian macroeconomics », dans leur ouvrage *Rational Expectations and economic practice*, University of Minnesota Press, Minneapolis 1981.

Un choix de stratégie scientifique

Voici donc la thèse à laquelle adhère ce livre et qui motive une définition assez étroite de son domaine d'investigation : au stade actuel de connaissance des phénomènes macroéconomiques, il y a intérêt, pour les économistes, à concentrer la recherche sur l'étude de ces phénomènes sans prétendre viser à une compréhension plus large des structures institutionnelles et des transformations sociales à l'initiateur desquelles ils s'insèrent.

Cette thèse ne veut évidemment pas dire qu'il faille ignorer l'influence qu'exercent sur les phénomènes macroéconomiques les structures institutionnelles, les attitudes et normes collectives, les transformations sociales ou la découverte de nouvelles techniques de production. Au contraire, étudier et caractériser précisément cette influence constitue un objectif important de la recherche, comme on l'a vu. Ainsi, serons-nous amenés à déplorer que certains économistes, exagérément confiants dans le pouvoir de leur discipline, y puisent la conviction d'une grande rationalité des phénomènes économiques et négligent les résultats contraires donnés notamment par des disciplines voisines. Il ne faut pas tomber dans leur travers. En revanche, il est recommandé au macroéconomiste de circonscrire ses prétentions et de ne pas diverger son attention vers l'explication des évolutions institutionnelles, sociales ou techniques.

Ce n'est évidemment pas un interdi, mais un conseil. Il s'agit d'un choix concernant la stratégie de recherche et inspiré d'un souci d'efficacité. Toute science se constitue par progrès successifs ; la plupart des résultats n'ont qu'une portée limitée ; mais leur multiplication aboutit à une connaissance de plus en plus précise, de plus en plus étendue, du domaine considéré. De temps à autre une explication synthétique est découverte ; mais sa véracité repose sur tout le travail analytique fait antérieurement. Il arrive bien entendu que des théories englobantes soient proposées prématurément ; l'histoire des sciences montre que ces produits de l'imagination ont plus de chances de ralentir que d'accélérer le progrès de la connaissance objective.

Au stade actuel les macroéconomistes ont devant eux un immense chantier. Il y a cinquante ans, la définition de nombreux concepts essentiels se cherchait encore ; les bases de données disponibles étaient pauvres ; les modèles théoriques de la réalité microéconomique sous-jacente ne correspondaient que des cas très schématisés. Depuis lors, la situation a radicalement changé sur ces trois plans. C'est bien d'ailleurs pourqu'on s'efforce d'un important travail analytique, grâce auquel on s'y reconnaît mieux dans la grande complexité des phénomènes à comprendre et on perçoit plus clairement les insuffisances des systèmes théoriques actuels à vocation synthétique, que l'on peut dès lors chercher à réviser.

Se consacrer à ce chantier constitue aujourd'hui un objectif prioritaire, tant est grand le besoin d'établir la discipline sur des bases plus solides, tant sont réelles les chances d'aboutir à des résultats sérieux, reconnus par tous les membres de la profession. Dans un avenir sans doute assez lointain, la stratégie de recherche retenue ici pourra paraître inadéquate. Mais tel ne devrait pas être le cas pour le moment.

C'est bien d'ailleurs cette stratégie qui inspire les programmes de la grande majorité des centres de recherche où travaillent les macroéconomistes. Concentrer l'attention sur le domaine d'investigation qu'elle se donne convient donc à une réflexion sur les méthodes des macroéconomistes. L'autre choix, qui consisterait à élargir délibérément les perspectives, pourrait être fait ; mais il éloignerait des questions traitées par les praticiens.

A l'intérieur du domaine retenu, il est souvent commode de distinguer deux groupes différents de phénomènes, ou plutôt deux points de vue distincts pour l'appréhension des phénomènes : celui des évolutions à court terme et celui des tendances de longue période, avec éventuellement un troisième point de vue intermédiaire, celui du moyen terme. Les réserves que le choix stratégique retenu ici pourrait soulever concernaient indubitablement les tendances longues. De fait, il s'agit du thème sur lequel la macroéconomie a le moins réussi à s'écarter de sa base de départ descriptive : dans leur effort pour remonter la chaîne causale, les théories explicatives dotées de spécifications pré-

cises et testées s'arrêtent tôt, ne dépassant que difficilement le niveau des causes les plus immédiates. Il s'agit aussi du thème où les interférences entre l'économie et le social risquent de jouer le plus. Sur les tendances longues, plus encore que sur les autres questions, le choix retenu doit à tout prix éviter de tourner au dogmatisme et le lecteur doit garder sa liberté d'appréciation. Mais attention, le fait qu'un thème se révèle difficile pour ceux qui y consacrent leurs efforts avec des ambitions assez modestes donne peu d'espoir qu'on le traite plus aisément en rehaussant les ambitions tout en conservant la préoccupation de trouver des explications probantes.

Derrrière ce choix stratégique se manifeste ainsi l'adhésion à une autre façon de penser les évolutions macroéconomiques qu'autrefois. Il s'agissait d'abord de reconnaître un aspect de l'histoire des sociétés et de l'intégrer correctement dans la narration des événements vécus. Puis on a recherché les fils conducteurs, en particulier pour rendre intelligibles les évolutions économiques et leurs coïncidences avec des évolutions techniques et sociales. L'optique a maintenant changé : on cherche à comprendre les phénomènes et à en découvrir les véritables causes sans se contenter de la première explication qui vient à l'esprit ; on le fait avec d'autant plus de prudence que l'on est averti des erreurs auxquelles conduisirent certaines visions trop aisément acceptées et le prophétisme qui les accompagnait parfois. La macroéconomie est ainsi devenue une discipline plus proche des sciences que des lettres. Confrontée à une réalité complexe qu'elle étudie avec de plus grandes exigences, elle a été naturellement conduite à décomposer les problèmes et à circonscrire très étroitement le sujet traité à chaque étape. C'est cette discipline scientifique dont on va examiner la méthodologie.

Les raisons des désaccords entre les économistes

On demande souvent aux économistes de prendre position sur des questions de politique publique. Le gouvernement doit-il diminuer son déficit ? Faut-il réduire l'inflation ? Si oui, comment ? Ces débats sur les politiques publiques font souvent apparaître des divergences entre les économistes. Les désaccords portent sur leur perception du fonctionnement du monde, sur la façon dont ils décrivent l'économie et sur les conséquences qu'ils anticipent de certaines actions. Enfin, les économistes n'évaluent pas ces conséquences sur la base des mêmes jugements de valeur.

Lorsqu'ils décrivent l'économie et construisent des modèles destinés à prévoir soit l'évolution de l'économie, soit les effets des différentes politiques, ils font ce que l'on appelle de l'économie positive. Lorsqu'ils évaluent les différentes politiques possibles, en comparant leurs coûts et leurs avantages respectifs, ils font ce que l'on appelle de l'économie normative. L'économie positive se préoccupe de ce qui « est », en décrivant comment l'économie fonctionne. L'économie normative traite de ce qui « devrait être », en formulant des jugements sur le caractère plus ou moins désirable de certains types d'actions. L'économie normative a recours à l'économie positive. Il est impossible de porter des jugements sur le caractère plus ou moins souhaitable d'une politique sans avoir une vision claire de ses conséquences. Une bonne économie normative s'efforce en outre d'explicitier autant que possible les valeurs ou les objectifs qu'elle fait intervenir. Elle a recours à des formulations du type « si tels sont vos objectifs, alors voilà la meilleure politique possible ».

Examinons les aspects positifs et normatifs d'une proposition de restriction des importations de voitures japonaises. L'économie positive en décrit les conséquences : une hausse des prix pour les consommateurs, un accroissement des ventes de voitures américaines, des hausses de l'emploi et des profits, une augmentation de la pollution et des importations de pétrole (car les voitures américaines en moyenne sont moins économiques en essence que les voitures japonaises). Les économistes peuvent être en désaccord quant aux conséquences de la réduction des importations pour deux raisons : soit parce que leur modèle de l'économie n'est pas le même, soit parce que leurs estimations quantitatives sont différentes (ils sont d'accord sur l'idée que les prix à la consommation doivent diminuer mais leur appréciation de l'importance de cette diminution n'est pas la même).

La question ultime est de savoir s'il faut restreindre ou non les importations de voitures japonaises. Il s'agit là d'une question normative. L'économie normative doit pondérer les différentes conséquences de la mesure proposée — les pertes pour les consommateurs, les gains pour les travailleurs, l'augmentation des profits, la hausse de la

pollution, l'accroissement des importations de pétrole — afin de réaliser une évaluation aussi complète que possible. L'économie normative développe des cadres rigoureux à l'intérieur desquels ces évaluations complexes peuvent être conduites de manière systématique.

Les économistes, comme les membres de n'importe quelle profession, ne partagent en général pas les mêmes valeurs. Deux économistes peuvent être d'accord sur l'idée qu'une modification fiscale particulière accroîtra l'épargne, même si cela se fait au bénéfice des plus riches et au détriment des plus pauvres. En revanche, ils peuvent en tirer des conclusions très différentes quant au caractère plus ou moins souhaitable de cette modification. L'un peut s'opposer à elle parce qu'elle accroît l'inégalité des revenus, l'autre peut la soutenir parce qu'elle incite à épargner. Leur différence tient aux valeurs qu'ils attribuent aux effets de la politique retenue. Par conséquent, leurs conclusions sont différentes bien que leurs analyses positives de la politique économique proposée soient identiques.

Les économistes donnent souvent l'impression d'avoir entre eux de profondes divergences d'opinion ; en réalité ils sont plus souvent en accord qu'en désaccord mais les divergences retiennent davantage l'attention. Plus fondamentalement, lorsqu'ils sont en désaccord, les économistes essaient d'en préciser l'origine : s'agit-il (1) de l'utilisation de modèles différents ? (2) de différences dans les estimations quantitatives des relations ? (3) d'échelles de valeurs différentes ? Découvrir les sources et les motifs des désaccords peut se révéler un moyen très productif d'améliorer les connaissances.

Texte 4 : Extrait de l'ouvrage d'Edmond Malinvaud, « Théorie macro-économique 1. comportements, croissance », Dunod, 1983.

3.3. Concept d'équilibre

L'équilibre du tableau économique ne soulève-t-il pas un problème ? Les valeurs des différentes grandeurs résultent de décisions prises par des agents assez indépendants les uns des autres. Comment se fait-il que ces valeurs satisfassent les relations comptables ?

Considérons par exemple les opérations sur biens et services. En ressources, la production résulte de décisions des entreprises. En emplois, les entreprises interviennent pour fixer la valeur de l'investissement ; ménages et administrations décident ce qu'ils consommeront. Comment l'égalité est-elle réalisée entre le total des ressources et le total des emplois ?

De même, s'il s'agit d'opérations sur titres, comment les emprunts *EB* que décident d'effectuer les entreprises se trouvent-ils correspondre aux prêts offerts par les ménages et les administrations ?

Ces questions ont une réponse simple. Des décisions qui, prises toutes ensemble, ne respecteraient pas les équations comptables, seraient contradictoires entre elles. Elles ne pourraient toutes se réaliser. Certaines d'entre elles au moins devraient être révisées.

Supposons par exemple que les décisions de production de biens et services se traduisent par une masse de ressources dont la valeur reste inférieure à celle des emplois envisagés. L'équilibre pourra être rétabli par une diminution non désirée des stocks, c'est-à-dire par une révision en baisse des investissements prévus. Une hausse des prix pourra également se produire, obligeant les ménages à se contenter d'un volume de consommation plus faible que prévu.

De même, un emprunt ne peut être contracté que s'il se trouve un prêteur. Si les prêts offerts sont trop faibles, les entreprises devront se contenter d'emprunts moins importants qu'elles ne le désiraient.

En somme, les décisions doivent s'ajuster jusqu'à être cohérentes entre elles. Mais nous ne pouvons évidemment pas nous contenter de cette observation. La macroéconomie doit expliquer comment s'effectuent les ajustements, et indiquer quelle situation résultera finalement de décisions qui ne sont pas cohérentes a priori.

Il y a évidemment des avantages particuliers à un état dans lequel les décisions prises indépendamment par les divers agents seraient équilibrées a priori. Cet état se réaliserait naturellement sans que soient prises des décisions correctives. Il serait à la fois réalisable et, en un certain sens, conforme aux désirs exprimés par les agents économiques.

Nous avons déjà défini un « état de l'économie » comme un ensemble de valeurs données aux grandeurs caractérisant l'activité économique. Nous dirons qu'un tel état est un *équilibre* s'il respecte les équations comptables et s'il est conforme aux décisions prises indépendamment par les divers agents.

Le concept d'équilibre est abstrait en ce qu'il dépend de la définition retenue pour les décisions élémentaires. Les agents révisent leurs décisions initiales lorsqu'ils ne peuvent pas les réaliser ; ils finissent toujours par s'adapter à la situation. A la limite tout état réalisé est donc un équilibre.

Mais la théorie macroéconomique prend un certain recul par rapport à la réalité. Elle considère les décisions à un certain stade de leur élaboration, et cela d'une manière qui varie selon le type de phénomène analysé. Ainsi, dans certaines analyses à court terme, nous admettons que les producteurs décident de produire exactement ce qui est nécessaire pour satisfaire la demande s'adressant à eux. L'équilibre sera réalisé de ce point de vue dans tout état satisfaisant l'équation comptable relative aux biens et services. Au contraire, dans les analyses à long terme, nous admettrons que les producteurs fixent leurs équipements et leurs plans de production de manière à profiter au mieux des possibilités du marché. Pour qu'il y ait équilibre, il faudra alors que la production soit conforme aux plans à long terme des entreprises.

Le concept d'équilibre varie donc d'une analyse à une autre, d'un modèle à un autre. Mais il a un sens logique précis. Grâce à lui nous pouvons poser en des termes communs les diverses questions auxquelles la théorie macroéconomique doit répondre dans ses divers domaines d'investigations : quels sont les caractères d'un équilibre ? comment cet équilibre se modifie-t-il quand les conditions exogènes varient ? un équilibre tend-il à se réaliser spontanément, et comment ?

3.4. Concepts *ex ante* et *ex post*

On peut dire que toute la science économique s'est proposé de découvrir quel état résulte finalement des décisions des divers agents. Les principes méthodologiques exposés ici sont donc appliqués, plus ou moins consciemment, depuis très longtemps.

Mais c'est l'école de Stockholm qui, entre les deux guerres, introduisit le type de présentation auquel nous faisons appel maintenant. Afin de dégager une méthode pour l'étude concrète des fluctuations conjoncturelles, les économistes de cette école mirent l'accent sur la distinction entre intentions et

réalisations. Pour chaque grandeur, ils opposèrent un concept *ex ante*, représentant la valeur qu'aurait prise cette grandeur selon les intentions ou décisions a priori des agents, à un concept *ex post* représentant la valeur observée finalement¹.

La distinction entre *ex ante* et *ex post* est commode pour l'exposition. Nous nous y référerons souvent. Toutefois, il ne faut pas oublier que les concepts *ex ante* n'ont généralement pas une signification précise, car les décisions ou intentions ne comportent pas une détermination absolue des grandeurs sur lesquelles elles portent. Les plans ou prévisions sont le plus souvent conditionnels.

Ainsi, telle entreprise décide de faire construire une nouvelle usine si elle obtient les crédits nécessaires. Tel grand magasin décide de vendre un nouvel article, s'il peut l'obtenir à un certain prix. Tel ménage prévoit d'acheter une automobile si son revenu augmente de 10%.

Cette souplesse des décisions est essentielle, puisqu'elle explique pourquoi et comment un équilibre se réalise. Elle doit figurer dans nos modèles. Aussi, n'introduirons-nous aucune représentation particulière des grandeurs *ex ante*. Nous préférerons poser des relations de comportement qui indiquent comment les décisions relatives à une grandeur dépendent des valeurs observées pour d'autres grandeurs.

Par exemple, la fonction de consommation (76) traduit l'idée que les décisions de consommation des ménages dépendent de leurs revenus réels. *Ex ante*, les ménages peuvent faire des prévisions sur leurs revenus et sur les prix. La relation (76) indique alors quelles intentions en résultent pour la consommation. Mais cette valeur de la consommation *ex ante* est révisée progressivement en même temps que les prévisions sur les revenus et les prix, en sorte que la consommation *ex post* est finalement liée par l'équation (76) aux valeurs *ex post* du revenu et du niveau des prix.

Dans nos modèles, les concepts *ex ante* sont donc représentés par les relations de comportement qui traduisent comment se forment les décisions. Aux concepts *ex post* correspondent les valeurs prises par les différentes variables dans un équilibre.

Pour chaque type d'opération, on définit encore la *demande* comme la relation qui exprime le total des décisions d'emplois en fonction des grandeurs qui les motivent. De même, l'*offre* est la relation analogue représentant les décisions de ressources.

Ainsi la demande de biens et services représente comment la somme $C + G + I$ dépend d'un certain nombre d'autres grandeurs. L'offre de biens et services décrit la fonction déterminant le total des ressources Q .

En somme, demandes et offres sont les concepts *ex ante* relatifs respectivement à l'ensemble des emplois et à l'ensemble des ressources pour une catégorie particulière d'opération. On utilise parfois des termes de « demande effective » ou d'« offre effective » pour désigner les concepts *ex post* relatifs à l'ensemble des emplois et à l'ensemble des ressources. Puisque les ressources et les emplois satisfont, à l'équilibre, les équations comptables, la demande effective est nécessairement égale à l'offre effective de la même catégorie d'opérations.

1. Voir par exemple : Erik Lindahl, *Studies in the Theory of Money and Capital*, Allen and Unwin, London, 1939. Traduction française : *Etude sur la théorie de la monnaie et du capital - Conception dynamique de la théorie économique*, Librairie de Médecis, Editions Génin, Paris, 1949.

Document : Evolution tendancielle et évolution cyclique : PIB, chômage, prix et inflation.

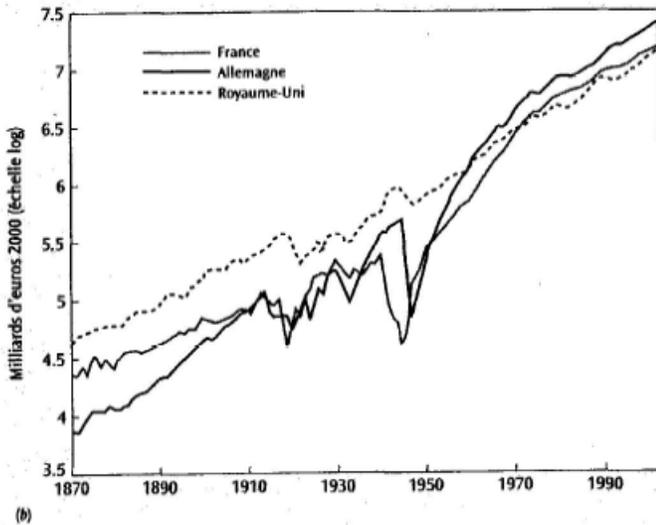


Figure 1.1 Produit intérieur brut, Allemagne, France et Royaume-Uni, 1870–2001

La croissance domine l'évolution des produits et revenus réels des trois économies. Il s'agit d'une croissance exponentielle : les variations annuelles en pourcentage sont raisonnablement stables à long terme, même si les variations d'année en année peuvent être importantes. Lorsque les données sont mises en échelle logarithmique (partie b), la pente de la courbe donne le taux de croissance annuel.

Sources : Maddison (1995); OCDE.

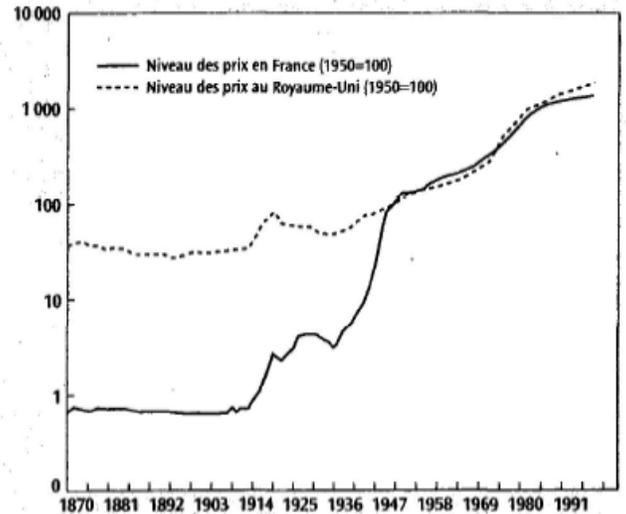


Figure 1.6 Niveaux des prix et taux d'inflation, France et Royaume-Uni, 1870–2000

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, le niveau des prix était stable et l'inflation proche de zéro en moyenne. Après la Deuxième Guerre mondiale, on constate une croissance séculaire du niveau des prix qui se traduit par un taux d'inflation constamment supérieur à zéro, élevé à la fin des années 1970 et pendant une bonne partie des années 1980, avant de diminuer au cours des années 1990.

Source : Maddison (1991), OCDE.

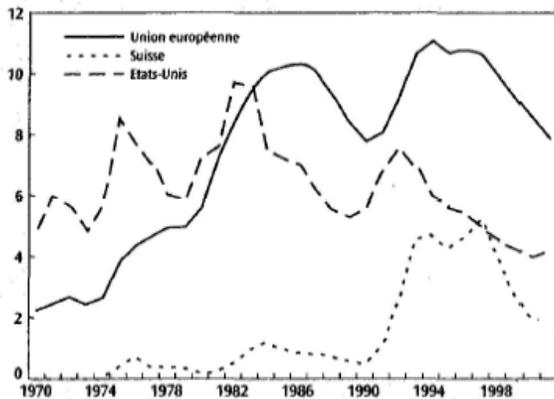
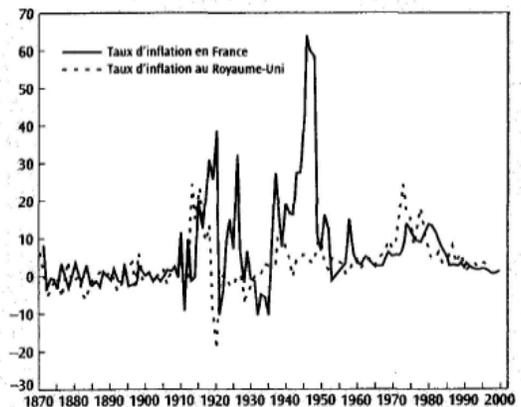


Figure 1.3 Taux de chômage en Union européenne, en Suisse et aux USA, 1970–2001

Le taux de chômage (nombre de travailleurs sans emploi mais en cherchant un rapporté à la population active) varie d'un pays à l'autre. Aux USA, il fluctue avec le cycle conjoncturel. En Union européenne, on constate une forte croissance tendancielle. Le cas de la Suisse montre que certains pays européens ont échappé à cette tendance.



Texte 5 : « Vers une sortie de récession ? », *Note de conjoncture*, INSEE, juin 2009

Le paroxysme de la crise économique mondiale semble avoir été atteint au premier trimestre 2009. En effet, après une baisse d'activité déjà forte fin 2008 et encore accentuée au premier trimestre 2009 dans une majorité de pays, des signaux moins négatifs apparaissent au deuxième trimestre.

Ainsi, les inquiétudes sur la santé des banques se sont nettement apaisées et avec elles les tensions sur les marchés interbancaires. Les primes de risque, bien qu'encore élevées, ont également commencé à se replier sur les autres marchés financiers. La chute du commerce mondial, considérable à la fin de 2008 et au début de 2009, s'atténue nettement.

Cette relative amélioration trouve sa traduction dans les anticipations des chefs d'entreprise : interrogés dans le cadre des enquêtes de conjoncture, ils continuent certes d'attendre un recul de leur production, mais moins important qu'en début d'année. L'activité devrait ainsi se replier moins fortement au deuxième trimestre dans l'ensemble des pays avancés ; en France, le PIB ne reculerait plus que de 0,6 %, après -1,2 % au premier trimestre.

Au second semestre, la récession perdrait de nouveau en intensité dans les économies avancées. Les entreprises, ne craignant plus autant de ne pas disposer des financements nécessaires, réduiraient leurs investissements moins drastiquement qu'au premier semestre. En outre, à la fin du premier semestre, elles auraient ramené leurs stocks à un niveau plus en ligne avec une demande réduite : ceux-ci ne pèseraient plus guère sur la croissance au second semestre. Enfin, la montée en puissance des plans de relance soutiendrait l'investissement public et la demande des ménages.

Néanmoins, l'activité baisserait encore dans les grandes économies avancées au second semestre.

En particulier, les importantes pertes d'activité enregistrées jusque-là produiraient des effets retardés. Tout d'abord, la baisse de l'emploi qui accompagne généralement avec un certain retard celle de l'activité a à peine commencé dans certains pays, comme l'Allemagne ou l'Italie ; et même lorsqu'elle est bien entamée comme dans les pays anglo-saxons ou en France, elle n'est pas pour autant achevée. Ensuite, la chute de l'activité laisse les entreprises avec des surcapacités considérables : bien qu'amorti, le repli de l'investissement devrait donc se poursuivre au second semestre en France comme dans les autres pays avancés.

Ainsi, le PIB français reculerait de nouveau au troisième trimestre 2009 (-0,2 %) avant de se stabiliser au quatrième. Sur l'ensemble de l'année, le recul atteindrait 3,0 %. Le marché du travail continuerait de se dégrader et le taux de chômage atteindrait 10,1 % au quatrième trimestre en France métropolitaine (10,5 % y c. Dom).

Parce que la récession actuelle présente des caractéristiques largement inédites, les aléas autour de notre scénario sont inhabituellement importants. D'une part, les précédents historiques montrent que les sorties de crise financière comme les sorties de récession mondiale, deux caractéristiques présentes simultanément aujourd'hui, sont en général plus lentes que les autres fins de récession. Ce pourrait de nouveau être le cas, notamment si l'ajustement de l'emploi et de l'investissement au recul de l'activité se révélait plus intense que celui inscrit dans notre scénario. Mais d'autre part, les précédents historiques ne permettent pas d'exclure un scénario de redémarrage de la croissance plus précoce qu'attendu, si, comme c'est souvent le cas en phase de retournement, se mettait en route une dynamique auto-entretenu : les premiers signes de rebond peuvent s'accompagner d'un retour de la confiance qui peut à son tour inciter les agents à engager de nouvelles dépenses.

L'INCONTOURNABLE INDICATEUR ÉCONOMIQUE EST DE PLUS EN PLUS CONTESTÉ

Quelle vie après le PIB ?

La plupart des économistes en sont convaincus, la notion de produit intérieur brut ne suffit plus à mesurer la performance économique. Mais comment prendre en compte, outre la production de richesse, les inégalités sociales, la qualité de la vie, celle de l'environnement ? Le prix Nobel américain Joseph Stiglitz remet aujourd'hui à Nicolas Sarkozy son rapport sur le sujet.

Quatre indicateurs alternatifs pour prendre le pouls de l'économie

L'indice de développement humain

Classement des pays développés en 2006*

Classement	Pays	Salon l'indice de développement humain	Salon le PIB par habitant
1	Islande	10	2
2	Norvège	11	3
3	Australie	12	4
4	Canada	13	5
5	Irlande	14	6
6	Suède	15	7
7	Suisse	16	8
8	Japon	17	9
9	Pays-Bas	18	10
10	France	19	11
11	Royaume-Uni	20	12
12	États-Unis	21	13

*Même au-delà de 1990 sur les Nations unies, sous l'impulsion d'Amartya Sen, cet indicateur a remplacé la mesure de la richesse (PIB par habitant) des données sur la santé et l'éducation. Les États-Unis, pays le plus fortuné au PIB par habitant à plus de 40 000 dollars, classés au 12^e rang du IDH. À contrario, Cuba remporte de plus en plus. Une nouvelle vision politique est née.

L'empreinte écologique de l'humanité

Nombre de planètes Terre

La demande de l'humanité en ressources vitales de la planète, son « empreinte écologique », croît plus vite que la biocapacité (la capacité de régénération de la Terre) de 50%. L'humanité consomme plus vite de ressources (forêts, poissons, terres agricoles) qu'elle n'en produit. Les États-Unis et l'Amérique du Nord sont les plus grands consommateurs de ressources.

Le BIP 40, baromètre des inégalités et de la pauvreté en France

En indice

Combien y a-t-il de pauvres en France ? Devant l'urgence des données de la Banque mondiale, les indicateurs ont été créés en 1990. Le BIP 40, qui mesure le PIB par habitant, les données sur le travail, les revenus, le logement, l'éducation, la santé et la justice. L'indice mesure la pauvreté, mais ne peut pas mesurer le bien-être ou la qualité de la vie.

L'indice de santé sociale aux États-Unis

Base 100 en 1969

Publié en 1996, l'ISS a provoqué de vives polémiques. Calculé à partir de 16 variables associées à des groupes d'âge d'origine et de race, il mesure le bien-être social et la santé sociale et ce de la façon la plus simple possible. Il mesure la santé sociale et ce de la façon la plus simple possible. Il mesure la santé sociale et ce de la façon la plus simple possible.

Amartya Sen, prix Nobel d'économie 1998, est le conseiller du président Stiglitz à la tête de la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social (CMPEPS).

Source: FIMD, Max Godey, WWF

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie 2001, préside la CMPEPS, commission créée début 2008 à l'initiative du gouvernement français et qui réunit 25 économistes de renom.

Photo: Bloomberg et R. P. / Getty Images

La crise a prouvé que la croissance mesurée avec l'abandon d'un état erroné. Les délégués étaient pas contents, les investisseurs non plus. Tout était faux, « Fichtro ! Qui a triché les chiffres ? Les gouvernements, les banquiers, les économistes ? Personne. Comme l'écrivait le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz dans une interview accordée au magazine « Challenges », « il n'est pas facile de chiffrer la complexité de notre réalité, mais on peut trouver de bien meilleurs instruments de mesure que ceux du PIB ».

Voilà donc le coupable désigné : le fameux produit intérieur brut, alpha et oméga de notre mesure de la croissance économique, a fait. Au moins a-t-il mené ses disciples, persuadés que hausse du PIB rime avec richesse et bien-être. Pourtant, le PIB a doublé au cours des vingt-cinq dernières années, et les inégalités culminent à un niveau jamais enregistré dans l'histoire, puisqu'un cinquième de l'humanité vit dans la sphère de la précarité, tandis que les écarts d'espérance de vie ont dépassé quarante ans d'un point à l'autre de la planète ! Le doublement du PIB s'est accompagné d'une dégradation de 60 % des écosystèmes. Enfin, cet indicateur, qui ajoute aux valeurs produites dans la sphère marchande les coûts de production des services non marchands, n'a pas fourni la moindre alerte sur les risques liés à l'embourgeoisement des services financiers. Alors est-il temps de l'abandonner ? Si oui, par quel le remplacer ? Au moins est-il nécessaire de se « déstigmatiser », plaide Joseph Stiglitz, qui remet aujourd'hui à Nicolas Sarkozy le rapport commandé en janvier 2008 sur « la tra-

jectoire de la performance économique et du progrès social ».

A vrai dire, quand le président de la République a confié cette étude à Joseph Stiglitz, il songeait moins à une remise en cause du PIB qu'à une chose croissant entre la statistique et l'opinion publique. Tandis que le PIB par tête ne cesse d'augmenter, les citoyens se plaignent d'un « reste à vivre » en constante diminution. Depuis, la récession a frappé sans qu'aucun économiste ou presque ne l'anticipe, et les dirigeants du monde sont en proie à l'angoisse de l'horizon lointain du PIB. La conférence programmée aujourd'hui dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne autour de la remise de ce rapport, fruit du travail de 25 économistes, dont 5 prix Nobel (1), sera-t-elle l'occasion d'un grand mea culpa ?

Les paradoxes d'abondance

Note rétrospectivement par quel miracle, car le PIB, mais nous sommes tous d'accord sur ses insuffisances et la nécessité de le compléter, recensement des membres de la commission. Le rapport va donc officialiser les failles de cet agrégat, incapable de mesurer la qualité de la vie, puisqu'il ne compte pas l'investissement, ni les loyers, mais additionne en revanche le carburant consommé dans les embouteillages ou le nettoyage des plages après une marée noire. Un indicateur qui ne dit rien des inégalités : « Si Bill Gates entre dans un bar, le revenu moyen de tous les consommateurs est automatiquement multiplié par 1 000 », ironise Xavier Timbaud, économiste à l'OCDE, rapporteur des travaux de la commission. Un indicateur de croissance, mais pour qui, jusqu'où et à quel prix ? Au-delà d'un certain seuil, la perception du bien-

être n'augmente plus, c'est ce qu'on appelle le paradoxe d'abondance. Le « happy planet index », mis au point par la New Economic Foundation, révèle qu'un-déjà de 15 000 dollars de PIB par habitant, il n'y a plus aucune corrélation entre la satisfaction des citoyens et la hausse des revenus. Tout importer les démonstrations, chacun comprend que si les Chinois (dont sept sur dix votent comme les Américains) la totalité de la production mondiale actuelle n'y suffit pas. Le bonheur ne pourra donc se mesurer à l'aune du PIB américain, faite de plaisir de rechange. Il faut inventer une nouvelle croissance.

La critique s'embourgeoise

« Une prise de conscience, déclenchée par l'urgence écologique et la montée des inégalités, a eu lieu. Nous sommes aujourd'hui les économistes qui ne pensent pas qu'il faut aller au-delà du PIB. Au sein de la commission, le débat a survécu pour la rationalité des propositions : à gauche, explique Jean Godey, professeur émérite d'économie à Lille et membre de la commission. Autrefois réservé à des économistes néo-classiques, aux mouvements écologistes et à la noblesse néo-classique adopte du rapport tiré à la cycloessence du Club de Rome de 1970 et du rapport Brundage de 1987 sur le développement durable, la critique de la « décadence du PIB » s'embourgeoise. Depuis trois ans, l'OCDE, la Banque mondiale, la Commission européenne ont relancé la recherche de nouveaux indices afin de mesurer la performance sociale autrement qu'à travers le prisme du PIB. La Commission européenne, qui travaille depuis quinze ans sur le calcul d'un PIB vert, promet ainsi de finaliser un « indice de pression environnementale » l'an prochain.

Président du Conseil d'analyse économique, Christian de Boissieu confirme : « Je suis un économiste classique, mais des alternatives écologiques, mais il est clair que le PIB ne tient pas compte des externalités, de l'épuisement des ressources naturelles, de la nécessité de choisir par quatre nos émissions de gaz à effet de serre. Il est temps de mieux articuler des problèmes jusqu'ici séparés, sociaux, environnementaux, économiques. Depuis trente ans, les institutions internationales cherchent des indicateurs mais elles n'ont rien fait. Les économistes doivent sortir de leur appareil de comptabilité nationale pour répondre aux questions posées par la société civile et apporter des données solides pour éclairer le débat.

Des questions très politiques

Mais comment évaluer les informations et établir un système normalisé ? Là, les questions dépassent. De l'indice de développement humain à l'indice de santé sociale, en passant par des tentatives de PIB vert, dans lequel les dommages environnementaux viennent se déduire du PIB, de très nombreux tentatives existent. Aucun système de mesure ne fait l'unanimité. Chacun mesure ses risques différenciés. « Décider pour tracer de nouvelles normes, mais je ne crois pas à la magie d'un indicateur unique. Prenez la pauvreté, comment la mesurer ? Par la méthode de Gini, par la situation de classes moyennes, par les écarts de décaissements ? Ce débat n'est jamais été tranché, tant la question est politique », souligne l'économiste Jean Pisani-Ferry. Même scepticisme du côté de Jean-Paul Botteon, directeur des études économiques au

Crédit Agricole : « Ce débat sur les indicateurs est aussi ancien que l'économie politique. John Stuart Mill écrivait déjà "l'état stationnaire" », ou de Jean-Benoît Lecaillon : « Il s'agit pas d'indicateur du bonheur ».

Compléter le tableau de bord

Abandonner le PIB ? Impossible. Pour les économistes, c'est l'équivalent du système métrique. « En réalité, on pourrait construire un PIB corrigé, en pondérant de manière mondiale des externalités négatives, mais il y a un énorme problème d'acceptabilité, temporel le spécialiste du climat Jean-Marc Jancovici. Car cela reviendrait à accepter toute l'histoire de passer d'un monde riche, celui de la croissance à un monde pauvre, celui des ressources naturelles limitées. Et je ne crois pas possible de convertir les milliers d'heures de la comptabilité nationale, qui ont bâti lentement un système statistique normé et sévère et sont les véritables gardiens du temple ».

Au moins pourrait-on compléter le PIB par un indice social et un indice environnemental qui formeraient partie du tableau de bord sans couvrir les points suivants ?

« Nous tablons sur une baisse de 1,4 % du PIB mondial et un retour de la croissance à un niveau de 2000 », le directeur de l'EMU, Dominique Strauss-Kahn, déclarait : « La croissance est atone mais les indices de bien-être s'améliorent et les émissions de CO₂ sont orientées à la baisse ». Après tout, ce serait quand même deux bonnes nouvelles au sein des deux piliers du développement durable.

ANNE BAUER

(1) Outre Joseph Stiglitz, il s'agit d'Amartya Sen, de Kenneth Arrow, de James Heckman et de Daniel Kahneman.